

Japon, l'UE (c.-à-d. la Commission de l'UE)⁶² et les économies les plus importantes de l'UE, c.-à-d. le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France. Ce sont là les économies dominantes de la planète, dont les actions déterminent dans une grande mesure l'orientation du système commercial mondial. Les États-Unis demeurent le principal partenaire du Canada dans tous les domaines de l'activité économique évoqués dans le présent document. Les autres grands intervenants sont aujourd'hui des sources de plus en plus importantes de l'investissement au Canada. Simultanément, les intérêts du Canada ne concordent pas toujours avec ceux de ses partenaires de la Quadrilatérale, par exemple en ce qui concerne l'urgence d'une réforme des pratiques antidumping des gouvernements, l'utilisation des subventions à l'exportation des produits agricoles ou la nature de la relation entre les normes du commerce et les normes de l'environnement et du travail, ou encore l'application de telles normes.

Par ailleurs, certaines des économies les plus importantes de la ceinture du Pacifique et de l'Amérique latine jouent un rôle de plus en plus marqué dans la réalisation des objectifs de politique commerciale du Canada. Ce sont des pays avec qui il faut compter aujourd'hui sur le plan économique et qui sont de plus en plus disposés à appliquer un système commercial international normatif qui concorde avec leurs propres intérêts nationaux. Ce sont le Mexique, le Chili, le Brésil, l'Argentine, la Colombie, la Corée du Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Indonésie, Singapour, la Malaisie et la Thaïlande. Ce n'est pas un hasard si nombre de ces pays sont aujourd'hui des partenaires économiques de plus en plus importants pour le Canada.

Une bonne partie de nos efforts de politique commerciale est axée sur le groupe de la Quadrilatérale, mais nous devrions nous appliquer à travailler plus étroitement avec les pays de cette seconde liste, sur tel ou tel aspect particulier. Nombre d'entre eux se sont révélés de bons alliés sur les questions de politique commerciale où il y a convergence de nos intérêts. Durant la période antérieure au lancement des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round, plusieurs de ces pays ont coopéré étroitement avec le Canada à Genève pour faire valoir la nécessité d'une libéralisation accrue du commerce des produits à base de ressources. Mieux connu et aujourd'hui tribune officielle, le Groupe de Cairns sur l'agriculture est un autre exemple de l'utilité des alliances avec ces pays pour la poursuite des objectifs canadiens de politique commerciale dans le cadre des NCM.

Il existe au moins deux formes possibles de coopération sur les questions de politique commerciale avec ces autres « moyennes puissances ». Le Canada peut ouvrir la voie en formant des coalitions de nations dont les intérêts sont semblables, pour faciliter la réalisation de nos objectifs dans les négociations menées sous l'égide

⁶² Avec le Canada, les ministres du commerce de ces trois économies se rencontrent régulièrement comme Groupe de la Quadrilatérale, pour discuter de questions se rapportant au développement du système international de commerce et d'investissement.